

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Ille-et-Vilaine"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



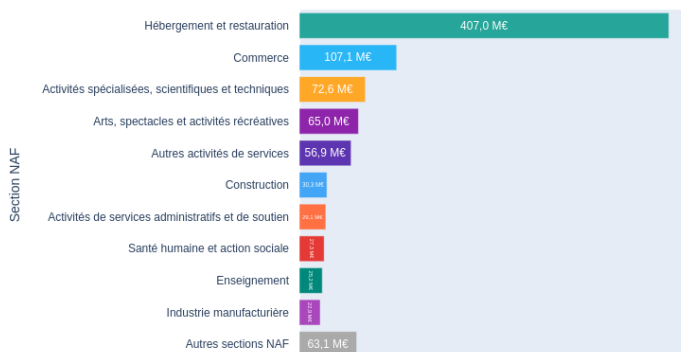
Montant total : 22 832 405 240 euros

Nombre d'aides : 8 351 818

Nombre d'entreprises : 2 002 137

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



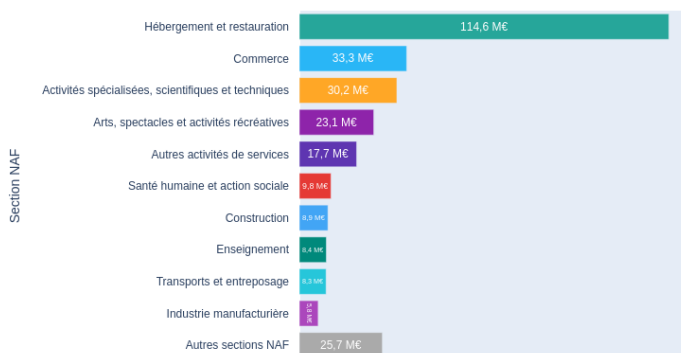
Montant total : 906 527 302 euros

Nombre d'aides : 307 278

Nombre d'entreprises : 80 462

Niveau Départemental : Ille-et-Vilaine

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 285 778 198 euros

Nombre d'aides : 96 131

Nombre d'entreprises : 25 063



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

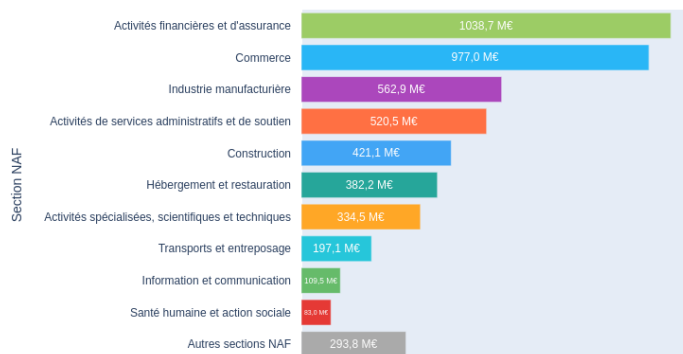


Montant total : 136 076 924 783 euros

Nombre de prêts : 669 502

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

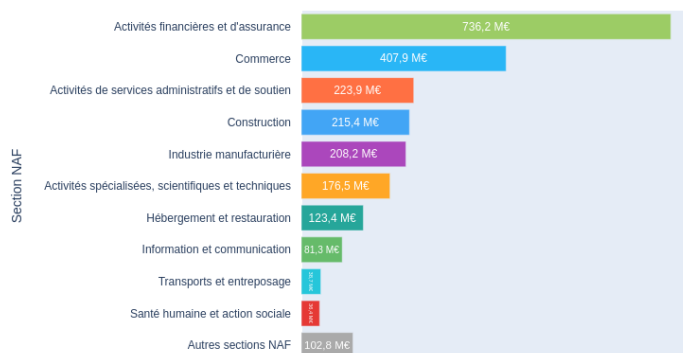


Montant total : 4 920 277 350 euros

Nombre de prêts : 26 045

Niveau Départemental : Ille-et-Vilaine

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 2 350 685 309 euros

Nombre de prêts : 8 968



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 443 499 395 euros

Nombre de reports : 112 770

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 114 797 030 euros

Nombre de reports : 3 875

Niveau Départemental : Ille-et-Vilaine

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 57 013 706 euros

Nombre de reports : 1 547



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Bretagne

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 62 036 942 euros

Nombre d'aides : 69 511

Niveau Départemental : Ille-et-Vilaine

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 18 711 645 euros

Nombre d'aides : 20 628



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 220 860

Nombre de salariés : 1 054 345

Heures demandées : 85 295 185

Niveau Régional : Bretagne



Nombre de demandes : 10 435

Nombre de salariés : 42 075

Heures demandées : 3 190 740